



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M^{me} Margaret Sekaggya

Résumé

Dans le présent rapport, soumis conformément aux résolutions 7/8 et 16/5 du Conseil, la Rapporteuse spéciale rend compte de ses activités au cours de l'année considérée et appelle l'attention des États membres sur les 241 communications adressées dans le cadre du mandat l'année passée.

Ce rapport traite principalement des activités menées au titre du mandat depuis la prise de fonctions de la Rapporteuse spéciale en 2008 et porte sur les principaux outils dont elle dispose, les enseignements tirés de son action et les difficultés rencontrées dans l'exercice de ses fonctions. La Rapporteuse spéciale expose ensuite les principaux éléments qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux défenseurs de mener leurs activités dans un climat sûr et porteur.

Elle formule des conclusions et des recommandations.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Activités au cours de la période couverte par le rapport	4–25	3
A. Communications transmises aux États	4	3
B. Missions.....	5–7	3
C. Coopération avec le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales	8–15	4
D. Invitations adressées par des États.....	16–17	5
E. Coopération avec les organisations non gouvernementales.....	18–25	5
III. Activités menées au titre du mandat (2008-2013): difficultés rencontrées et enseignements tirés	26–53	6
A. Visites dans les pays.....	27–33	6
B. Rapports thématiques et résolutions	34–38	7
C. Communications et déclarations publiques	39–50	8
D. Activités visant à faire connaître la Déclaration sur les défenseurs des droits de l’homme	51–53	10
IV. Les éléments d’un climat sûr et porteur pour les défenseurs des droits de l’homme	54–126	10
A. Un cadre juridique, institutionnel et administratif favorable	62–72	12
B. Lutte contre l’impunité et accès à la justice en cas de violations des droits des défenseurs	73–76	14
C. Institutions nationales des droits de l’homme fortes, indépendantes et efficaces	77–83	14
D. Politiques et mécanismes de protection efficaces, y compris appui de l’État aux travaux des défenseurs des droits de l’homme	84–97	15
E. Attention spéciale à prêter aux risques et difficultés auxquels sont confrontés les femmes défenseurs et ceux qui travaillent sur les droits des femmes et sur les questions de genre	98–101	18
F. Respect et soutien de l’action des défenseurs par les acteurs non étatiques.....	102–106	19
G. Libre accès, en toute sécurité, aux organes de l’ONU et autres organismes internationaux de protection des droits de l’homme.....	107–119	19
H. Force, dynamisme et diversité de la communauté des défenseurs des droits de l’homme	120–126	22
V. Conclusions et recommandations.....	127–134	23
A. Conclusions	127–130	23
B. Recommandations	131–134	23

I. Introduction

1. Le présent rapport est le sixième et le dernier en date présenté au Conseil par la Rapporteuse spéciale, et le quatorzième rapport thématique soumis depuis 2000 par le titulaire du mandat sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Il donne suite aux résolutions 7/8 et 16/5 du Conseil demandant au Rapporteur spécial de rendre régulièrement compte de ses activités.

2. Après avoir donné un aperçu de ses activités au cours de la période couverte par le rapport, la Rapporteuse spéciale livre ses réflexions personnelles sur les activités qu'elle a menées au titre de son mandat depuis sa nomination en 2008, en mettant l'accent sur les outils à sa disposition, les enseignements tirés de son action et les difficultés rencontrées dans l'exercice de ses fonctions.

3. En se basant sur les activités menées au titre de son mandat, elle expose ensuite les principaux éléments qui lui paraissent nécessaires pour permettre aux défenseurs d'agir dans un climat sûr et porteur. Dans le dernier chapitre, elle présente ses conclusions et recommandations.

II. Activités au cours de la période couverte par le rapport

A. Communications transmises aux États

4. Entre le 1^{er} décembre 2011 et le 30 novembre 2012, la Rapporteuse spéciale a adressé 241 communications à 78 États. Au moment de la rédaction du présent rapport, 109 réponses avaient été reçues, soit un taux de réponse de 45 % – du même ordre que l'année précédente. Les observations relatives aux communications envoyées durant cette période et aux réponses correspondantes reçues des gouvernements figurent dans l'additif 3 au présent rapport (A/HRC/25/55/Add.3).

B. Missions

5. Au cours de la période considérée, la Rapporteuse spéciale a effectué une mission en République de Corée du 29 mai au 6 juin 2013 et au Togo du 7 au 11 octobre 2013. Elle souhaite remercier les gouvernements de ces deux pays d'avoir accepté ses demandes de visite et d'avoir facilité leur déroulement. Des rapports distincts sur ces missions ont été présentés sous la forme, respectivement, des additifs 1 et 2 au présent rapport (A/HRC/25/55/Add.1 et 2). La République de Corée comme le Togo ont présenté des observations sur ces rapports (A/HRC/25/55/Add.4 et 5).

Demandes en attente

6. À la fin décembre 2013, les pays suivants n'avaient pas donné suite aux demandes de visite adressées par la Rapporteuse spéciale: Arabie saoudite (2012), Bahreïn (2012), Bélarus (2002, 2003, 2004, 2010, 2011), Bhoutan (2001, 2002), Burundi (2012), Cambodge (2012), Chine (2008, 2010), Égypte (2003, 2008, 2010, 2012), Émirats arabes unis (2012), Fédération de Russie (2004, 2011), Fidji (2010, 2012), Guinée équatoriale (2002), Indonésie (2012), Jamaïque (2012), Kenya (2003, 2004), Kirghizistan (2012), Malaisie (2002, 2010), Malawi (2012), Maldives (2006), Mexique (2011), Mozambique (2003, 2004), Namibie (2011), Népal (2003, 2004, 2005, 2008, 2009, 2012), Oman (2012), Ouzbékistan (2001, 2004, 2007), Pakistan (2003, 2007, 2008, 2010), Philippines (2008,

2010, 2012), République arabe syrienne (2008, 2010), République bolivarienne du Venezuela (2007, 2008, 2010), République dominicaine (2012), Sénégal (2012), Singapour (2002, 2004), Sri Lanka (2008, 2010), Tchad (2002, 2003, 2004), Thaïlande (2012), Turkménistan (2003, 2004), Viet Nam (2012) et Zimbabwe (2002, 2004, 2008, 2010, 2011). La Rapporteuse spéciale note avec regret que certaines demandes sont déjà anciennes et espère que les États concernés porteront l'attention voulue à ses demandes et y répondront favorablement.

7. Elle souhaite remercier les Gouvernements camerounais, kazakh, mongol et turc, qui ont accepté ses demandes de visite sur place. Elle regrette de n'avoir pas pu effectuer ces missions avant la fin de son mandat, en raison de ses engagements antérieurs. S'agissant de sa demande de visite en Turquie, elle réitère le souhait que les autorités accordent suffisamment de temps au titulaire du mandat pour effectuer sa mission de manière à lui permettre d'évaluer efficacement la situation des défenseurs des droits de l'homme.

C. Coopération avec le système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales

8. La Rapporteuse spéciale a continué d'insister sur la coopération avec tous les organismes des Nations Unies et les diverses organisations régionales intergouvernementales de défense des droits de l'homme.

9. Du 28 au 30 janvier 2013, elle a tenu des consultations avec les groupes régionaux d'États membres du Conseil des droits de l'homme afin de les informer des activités qu'elle mène au titre de son mandat et des difficultés qu'elle rencontre, et notamment au sujet de son rapport sur le recours à la législation aux fins de la régulation des activités des défenseurs des droits de l'homme.

10. Les 22 et 23 février 2013, la Rapporteuse spéciale a participé aux consultations sur les droits de l'homme et l'environnement organisées par l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et l'environnement auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui se sont tenues à Nairobi.

11. Les 7 et 8 mai 2013, elle a participé à la vingt-sixième réunion générale du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, à Genève, où elle a présenté son rapport sur le rôle des institutions nationales dans la défense et la promotion des droits de l'homme et dans la protection des défenseurs des droits de l'homme.

12. Les 10 et 11 juin 2013, un membre de l'équipe chargée d'appuyer son mandat a participé, à Varsovie, à une réunion des parties prenantes organisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)/Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) en vue d'élaborer des recommandations sur la protection des défenseurs des droits de l'homme.

13. Le 28 octobre 2013, la Rapporteuse spéciale a présenté son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/67/292). Ce rapport est axé sur les risques auxquels sont exposés les défenseurs menant leurs activités dans le cadre de projets de développement de grande ampleur et propose une approche des politiques et projets de développement fondée sur les droits de l'homme.

14. Les 26 et 27 novembre 2013, elle a participé à la consultation sous-régionale sur le renforcement du mandat de protection des institutions nationales des droits de l'homme en Afrique de l'Est organisée par le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en

Ouganda et le Bureau régional du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'Afrique de l'Est, qui s'est tenue à Kampala.

15. Les 5 et 6 décembre 2013, dans le cadre du Forum Union européenne/ONG sur les droits de l'homme, un membre de l'équipe chargée d'appuyer le mandat de la Rapporteuse spéciale a participé à une table ronde sur les politiques publiques et mécanismes nationaux de protection des défenseurs des droits de l'homme, qui s'est tenue à Bruxelles.

D. Invitations adressées par des États

16. Les 23 et 24 avril 2013, la Rapporteuse spéciale a été invitée à Berlin par la Commission parlementaire sur les droits de l'homme et l'aide humanitaire du Parlement allemand afin d'informer ses membres des activités qu'elle mène au titre de son mandat, des difficultés qu'elle rencontre et des tendances marquant actuellement la situation des défenseurs des droits de l'homme. Elle a aussi rencontré le Ministre des affaires étrangères allemand et des représentants de l'Institut allemand des droits de l'homme.

17. Elle a en outre prononcé un discours d'orientation lors d'une conférence organisée le 25 avril 2013 par l'ambassade d'Allemagne en République tchèque sur le thème: «Les défenseurs des droits de l'homme sous pression: les difficultés auxquelles ils doivent faire face et la manière de soutenir leur action».

E. Coopération avec les organisations non gouvernementales

18. La Rapporteuse spéciale a poursuivi sa fructueuse coopération avec la société civile sur les plans national, régional et international. Elle regrette de n'avoir pu, faute de temps, participer à toutes les conférences et tous les séminaires auxquels elle a été invitée. Lorsqu'elle n'a pu assister en personne à ces réunions, elle s'est efforcée, dans la mesure du possible, de s'y faire représenter par un membre du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

19. Le 30 janvier 2013, parallèlement à la réunion avec les groupes régionaux du Conseil, la Rapporteuse spéciale a participé, à Genève, à des consultations avec la société civile organisées par le Service international pour les droits de l'homme.

20. Du 2 au 4 avril 2013, elle a pris part à une conférence intitulée «Donner les moyens d'agir aux défenseurs des droits de l'homme menacés», organisée à Stockholm par l'organisation Civil Rights Defenders.

21. Le 9 septembre 2013, un des membres de son équipe a participé à un atelier intitulé «Militantisme en faveur des droits de l'homme et risques: évaluation de l'impact de l'Union européenne sur la scène mondiale» à l'occasion de la conférence annuelle de l'Association des instituts des droits de l'homme. Cet atelier était organisé par le Human Rights and Social Justice Research Institute en association avec la London Metropolitan University, le Centre for Applied Human Rights de l'Université d'York et Amnesty International et il s'est tenu à Londres.

22. Le 12 septembre 2013, la Rapporteuse spéciale s'est exprimée lors d'une conférence internationale sur le thème «Attaques contre la société civile: répercussions sur le plan mondial et réponses des États-Unis». Cette conférence était organisée sous l'égide des organisations Freedom House et Human Rights First et s'est tenue à Washington.

23. Du 9 au 11 octobre 2013, un membre de l'équipe de la Rapporteuse spéciale a participé à la septième Rencontre des défenseurs des droits de l'homme organisée à Dublin par Frontline Defenders.

24. Le 22 octobre 2013, un membre de l'équipe de la Rapporteuse spéciale a participé à la remise du Prix africain des défenseurs des droits de l'homme qui s'est tenue à Banjul, en marge de la cinquante-quatrième session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et était organisée par le Réseau panafricain des défenseurs des droits de l'homme.

25. Le 13 novembre 2013, la Rapporteuse spéciale a donné une conférence dans le cadre d'une rencontre intitulée «Les défenseurs des droits de l'homme sous pression dans le monde entier», organisée à Berlin par Brot für die Welt et l'Institut allemand des droits de l'homme.

III. Activités menées au titre du mandat (2008-2013): difficultés rencontrées et enseignements tirés

26. La Rapporteuse spéciale, qui a été désignée en mai 2008, se sent honorée d'avoir pris part, durant six années, à l'évaluation de la situation des défenseurs des droits de l'homme. Au cours de cette période, elle a utilisé tous les outils à sa disposition pour assumer les responsabilités découlant de son mandat et contribuer à renforcer les moyens d'action des défenseurs des droits de l'homme, les faire connaître et garantir leur protection dans le monde entier.

A. Visites dans les pays

27. Au cours de son mandat, la Rapporteuse spéciale a effectué 10 missions dans différents pays. Elle s'est rendue dans deux pays d'Afrique – la République démocratique du Congo (2009) et le Togo (2009 et 2013); deux pays d'Europe centrale et occidentale – l'Arménie (2010) et l'Irlande (2012); un pays d'Afrique du Nord – la Tunisie (2012); deux pays d'Asie – l'Inde (2011) et la République de Corée (2013); et deux pays d'Amérique latine – la Colombie (2009) et le Honduras (2012).

28. Ces visites ont représenté d'excellentes occasions pour elle de s'informer de la situation des défenseurs sur le terrain, des difficultés auxquelles ils doivent faire face, de leurs succès, des risques auxquels ils sont exposés et des stratégies qu'ils mettent en œuvre afin de mener leurs activités. Elles ont également constitué un moyen utile d'engager le dialogue avec les États, à tous les niveaux, sur les principales questions ayant une incidence sur l'environnement dans lequel s'inscrivent les activités des défenseurs et de faire mieux comprendre l'importance de ces dernières.

29. La Rapporteuse spéciale a constaté l'impact de ses missions à maints égards. Par exemple, à la suite de sa visite en Colombie et de sa rencontre avec le Président colombien, ce dernier a publié une déclaration publique aux termes de laquelle il reconnaît et soutient les activités des défenseurs des droits de l'homme dans son pays. À l'issue de sa mission au Honduras, et du fait de ses recommandations, les autorités ont engagé des consultations sur un projet de loi visant à élaborer un mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes.

30. La Rapporteuse spéciale a été la première titulaire de ce mandat à effectuer des missions conjointes avec la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (Togo, 2008, A/HRC/10/12/Add.2; et Tunisie, 2012, A/HRC/22/47/Add.2). Elle estime que cette démarche constitue une bonne pratique dans la mesure où elle contribue à donner un retentissement supplémentaire à la visite, en facilite le suivi par les mécanismes régionaux et les parties prenantes concernées, et crée des synergies entre les mécanismes internationaux et régionaux.

31. Elle s'est néanmoins trouvée confrontée à des difficultés importantes s'agissant des missions dans les pays. Elle déplore que bon nombre de ses demandes n'aient pas reçu de réponse, ou qu'elles aient fait l'objet d'un accusé de réception sans suite, ou encore qu'elles aient été refusées. Lors de certaines de ses missions, elle a constaté avec préoccupation que la sécurité des témoins et autres personnes qu'elle a rencontrées n'était pas toujours garantie et que leur protection n'était pas convenablement assurée. À la suite de sa visite en Colombie, en 2009, la Rapporteuse spéciale s'est inquiétée d'apprendre que l'organisateur d'une rencontre avec elle à Barranquilla avait reçu des menaces quelques heures avant cette rencontre (A/HRC/13/22/Add.3, par. 15). En outre, au cours de sa visite en Inde en 2011, un défenseur qui lui avait exposé sa situation a été arrêté, puis libéré sous caution (A/HRC/19/55/Add.2, par. 165).

32. La Rapporteuse spéciale a également éprouvé des difficultés à assurer le suivi de ses missions, par manque de ressources. Elle a effectué une seule visite de suivi au cours de son mandat (Togo, 2013, A/HRC/25/55/Add.2) et, dans la mesure du possible, elle a assuré le suivi de la situation dans les pays en publiant des communications portant sur des affaires particulières ainsi que sur les modifications apportées à leur législation. Son rapport annuel sur les observations relatives aux communications a également permis d'assurer ce suivi. Elle encourage toutes les parties prenantes, notamment au niveau national, à poursuivre leurs efforts en vue de donner suite à ses recommandations.

33. Outre les visites officielles sur place, la Rapporteuse spéciale a grandement apprécié les invitations que lui ont adressées des institutions publiques, des universités et des organisations non gouvernementales pour participer à des conférences, des manifestations et des ateliers, au cours desquels elle a présenté ses vues sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et l'objet de son mandat. Ces visites lui ont offert de précieuses occasions de faire connaître le rôle des défenseurs et de débattre de cette question avec différentes parties prenantes.

B. Rapports thématiques et résolutions

34. La Rapporteuse spéciale a présenté au total 12 rapports thématiques au Conseil et à l'Assemblée générale. Elle remercie ces organes pour les précieux échanges de vues et les éléments d'information intéressants qu'elle a reçus au cours de ces discussions.

35. Elle a profité de ses rapports pour préciser des questions qu'elle considère primordiales pour faire connaître le rôle essentiel joué par les défenseurs des droits de l'homme et exposer les difficultés qu'ils rencontrent. Elle espère que ses activités ont contribué à mettre en évidence certains éléments fondamentaux, indispensables pour permettre aux défenseurs des droits de l'homme d'évoluer dans un climat sûr et favorable.

36. La Rapporteuse spéciale constate avec satisfaction que les États ont adopté, tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale, des résolutions thématiques en se basant sur certains de ses rapports concernant des questions cruciales pour les défenseurs des droits de l'homme.

37. En 2011, le Conseil a adopté la résolution 13/13 sur la protection des défenseurs des droits de l'homme dans laquelle les États sont exhortés à prendre des mesures opportunes et efficaces en vue de prévenir les agressions et les menaces à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme. En mars 2013, le Conseil a adopté la résolution 22/6 portant sur l'usage de la législation, qui a fait date, dans laquelle les États ont adopté une position ferme contre l'utilisation abusive de la législation et la criminalisation des activités des défenseurs. En novembre 2013, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur les femmes défenseurs des droits de l'homme qui constitue une pierre angulaire pour la reconnaissance du travail important et légitime effectué par les femmes défenseurs des droits de l'homme.

et les personnes œuvrant en faveur des droits des femmes et s'occupant de questions liées au genre, et soutient ce travail.

38. La Rapporteuse spéciale note avec satisfaction que, sur la base de ses travaux thématiques, le Conseil et l'Assemblée générale ont adopté une position ferme et envoyé des messages clairs à la communauté internationale sur des questions essentielles concernant les défenseurs.

C. Communications et déclarations publiques

39. La Rapporteuse spéciale a publié des communications et des communiqués de presse pour engager un dialogue avec les États Membres sur des questions relatives aux droits de l'homme, notamment en évoquant des affaires particulières touchant des défenseurs et les réformes législatives susceptibles d'avoir une incidence néfaste sur l'environnement dans lequel ils œuvrent.

40. Au cours de son mandat¹, la Rapporteuse spéciale a envoyé plus de 1 500 communications, dont 1 000 appels urgents, et plus ou moins 500 lettres d'allégations à 130 États environ. Elle a souvent eu recours à des communications conjointes avec d'autres titulaires de mandat, ce qui lui a permis de traiter les affaires et les situations de manière plus globale et d'insister sur le caractère indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits de l'homme. La majeure partie de ces communications (90 %) a été formulée conjointement avec d'autres titulaires de mandat, notamment les Rapporteurs spéciaux sur la liberté d'opinion et d'expression, sur le droit de réunion pacifique et d'association, sur la détention arbitraire, sur les exécutions et sur la torture. Elle a assuré le suivi d'un tiers des communications envoyées ou des affaires évoquées au cours de son mandat.

41. Ventilés par régions, les chiffres montrent que 420 communications environ ont été adressées à des pays de la région Asie-Pacifique (28 %); 400 environ à des pays d'Amérique latine (26 %); plus de 250 à des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (17 %); 230 à des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie centrale (15,2 %) et 200 environ à des pays d'Afrique (13 %).

42. Dans ces communications, la Rapporteuse spéciale a appelé l'attention sur la situation de plus de 4 500 personnes, dont environ 950 femmes. Elle a envoyé environ 50 communications relatives à des affaires concernant des représailles exercées contre des groupes ou des personnes en raison de leur collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, ses mécanismes et représentants dans le domaine des droits de l'homme, et les organes internationaux de défense des droits de l'homme. Globalement, elle a reçu des réponses à la moitié des communications qu'elle a envoyées au cours de son mandat. Cependant, 40 % de ces réponses seulement traitaient sur le fond les questions évoquées dans les communications. Elle constate avec regret la faiblesse du taux de réponses des États à ces communications, compte tenu notamment de la gravité des allégations en cause et du caractère urgent de certaines affaires et situations.

43. La Rapporteuse spéciale estime que les communications constituent un outil indispensable pour mener à bien les activités relevant de son mandat, car elles permettent d'évoquer les affaires urgentes qui requièrent l'attention immédiate des États. En outre, elles lui permettent de mettre en évidence certaines situations et phénomènes et pourraient donc contribuer à prévenir des violations des droits des défenseurs. Elle est convaincue que les communications ont une dimension humanitaire et protectrice essentielle.

¹ 1^{er} mai 2008-15 novembre 2013.

44. Le recours à des communications est également possible pour relever des évolutions de la législation et appeler l'attention des autorités et du législateur sur l'impact potentiellement négatif de ces changements sur l'environnement dans lequel les défenseurs mènent leurs activités.

45. Depuis 2012, un rapport dans lequel figurent des observations relatives aux communications est présenté annuellement. Il comporte des informations sur les communications envoyées au cours du cycle précédent et les réponses reçues des États, ainsi que des observations de la part des États dans lesquels la Rapporteuse spéciale surveille certaines affaires particulières et en assure le suivi, ainsi que des États au sujet desquels elle a formulé des remarques concernant certaines situations ou phénomènes particuliers.

46. La Rapporteuse spéciale a également utilisé les communications comme base empirique de ses rapports thématiques, par exemple pour celui portant sur les risques et problèmes auxquels sont exposées les femmes défenseurs des droits de l'homme et les personnes œuvrant en faveur des droits des femmes ou s'occupant de questions liées au genre (A/HRC/16/44), et celui portant sur la situation de certains groupes de défenseurs des droits de l'homme à risque (A/HRC/19/55). Elle considère que ces rapports constituent un moyen d'assurer le suivi des communications envoyées au cours d'une période et, tout en étant consciente du caractère limité et incomplet des données utilisées, de proposer une analyse des phénomènes et tendances à l'œuvre.

47. Conjuguées aux missions dans les pays, les communications permettent au titulaire du mandat de rester proche de la réalité du terrain et de contribuer à améliorer la situation de milliers de défenseurs dans le monde entier. Parmi les exemples de l'effet positif d'une communication, on peut citer la lettre d'allégation adressée au Chili en janvier 2012 par la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association, qui portait sur le projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'ordre public et faisait état de restrictions supposées au droit de réunion pacifique et d'association. Le Gouvernement du Chili a répondu en indiquant que des modifications avaient été introduites dans ledit projet de loi afin de tenir compte des préoccupations exprimées par les trois titulaires de mandat (A/HRC/22/47/Add.4, par. 85).

48. Au cours de son mandat, la Rapporteuse spéciale a rencontré de sérieuses difficultés concernant l'utilisation des communications, liées principalement au volume impressionnant d'affaires signalées et au manque de ressources disponibles pour traiter correctement toutes les affaires qui mériteraient d'être prises en considération au titre du mandat.

49. Elle est vivement préoccupée par des informations et des allégations crédibles qu'elle a reçues au sujet d'affaires concernant des représailles exercées contre des personnes parce qu'elles collaborent ou tentent de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies, ses mécanismes et représentants dans le domaine des droits de l'homme et les organes internationaux de défense des droits de l'homme. Elle a condamné publiquement ces actes, qualifiés d'inacceptables. Elle a également appelé les États à s'abstenir d'actes d'intimidation à l'égard des défenseurs qui collaborent avec des organes internationaux de protection des droits de l'homme et à leur offrir une protection efficace en diligentant des enquêtes rapides et impartiales sur les allégations de violations commises à leur encontre et en poursuivant les personnes responsables de ces violations.

50. La Rapporteuse spéciale a également choisi d'utiliser son influence pour appeler l'attention d'États particuliers, ainsi que de la communauté internationale. Ces six dernières années, elle a publié plus de 70 déclarations publiques sur la situation des défenseurs des droits de l'homme dans 28 pays. Ces déclarations portent sur des questions variées, telles

que: la situation générale dans un pays, y compris les élections et les évolutions de la législation ayant des répercussions négatives sur la situation des défenseurs; des affaires concernant certains défenseurs individuellement, notamment l'exercice de représailles contre les personnes s'efforçant de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies, ses mécanismes et représentants dans le domaine des droits de l'homme; ou des évolutions législatives ayant une incidence négative sur la situation des défenseurs.

D. Activités visant à faire connaître la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme

51. Durant son mandat, la Rapporteuse spéciale s'est employée à faire connaître la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. Son action contribue à encourager les États à appliquer ce texte au niveau national, à le traduire dans les langues locales, à le diffuser largement et à former les fonctionnaires dans ce domaine. Elle encourage également l'organisation par la société civile, dans le cadre de campagnes nationales et internationales, de séminaires et d'ateliers sur la Déclaration. Celle-ci a été traduite dans 42 langues et placée sur le site Web dédié au mandat. En outre, la Rapporteuse spéciale lui a consacré tout un rapport thématique à l'Assemblée générale (A/66/203).

52. En 2011, elle a publié un commentaire de la Déclaration sur le site Web du mandat², exposant les principaux droits consacrés par ce texte et donnant des exemples concrets de la manière dont la plupart de ses dispositions ont été interprétées dans le cadre du mandat. Ce commentaire a été traduit en arabe et en espagnol avec l'aide de certaines parties prenantes et la Rapporteuse spéciale préconise sa traduction dans les autres langues officielles de l'Organisation des Nations Unies de manière à en permettre la diffusion la plus large possible.

53. Malgré ces efforts, la Rapporteuse spéciale a constaté que la Déclaration n'était pas encore suffisamment connue dans de nombreuses régions du monde. Au cours de ses visites dans les pays, elle en a parlé et a formulé des recommandations au sujet de son incorporation dans la législation interne (Arménie, Honduras), de la nécessité de la faire connaître (Tunisie, Irlande), de sa diffusion (République démocratique du Congo, Honduras, Inde, Togo), de sa traduction dans les langues locales (Arménie, République démocratique du Congo, Inde, Togo) et de la nécessité de familiariser les principales parties prenantes à ce texte (Arménie, République démocratique du Congo, Tunisie).

IV. Les éléments d'un climat sûr et porteur pour les défenseurs des droits de l'homme

54. Conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, c'est à l'État qu'incombe la responsabilité première et le devoir de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Cette obligation consiste notamment à garantir le droit de toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international et d'œuvrer à cet effet (art. 1). Ainsi, les États ont l'obligation d'adopter les mesures nécessaires, y compris dans les domaines

² Commentaire sur la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/.

politique et juridique, pour instaurer toutes les conditions voulues afin que toutes les personnes relevant de sa juridiction puissent en pratique jouir de tous ces droits et de toutes ces libertés (art. 2), y compris le droit de promouvoir et de défendre les droits de l'homme.

55. L'État a le devoir de protéger les personnes qui relèvent de sa juridiction et qui œuvrent en faveur de la promotion et de la protection des défenseurs des droits de l'homme de toute violence, menace ou toute autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime de leurs activités, quelle que soit la qualité des auteurs allégués (art. 12). Le devoir de l'État de protéger les droits des défenseurs des violations commises par des acteurs étatiques ou non étatiques découle de la responsabilité première et du devoir incombant à chaque État de protéger tous les droits de l'homme.

56. La Rapporteuse spéciale considère qu'aux termes de la Déclaration, la responsabilité principale de garantir aux défenseurs un climat sûr et porteur incombe au premier chef à l'État. Elle estime néanmoins que le rôle, les responsabilités et le comportement des parties prenantes concernées doivent être pris en considération.

57. Dans le cadre des activités menées au titre du mandat, les risques et les difficultés importants auxquels sont exposés les défenseurs des droits de l'homme à raison de leurs activités ont été soulignés à maintes reprises. La Rapporteuse spéciale a le regret de constater que défendre les droits et s'élever contre les violations et les abus dont ils font l'objet demeurent une activité dangereuse.

58. Les défenseurs des droits de l'homme et leur famille sont l'objet d'intimidations, de harcèlement, de surveillance, de menaces, d'agressions, d'arrestations arbitraires, de sanctions pénales, de torture et de mauvais traitements en détention, de disparitions forcées et sont parfois assassinés. Des acteurs étatiques et non étatiques sont impliqués dans la commission de ces actes, et ils tendent à bénéficier de l'impunité lorsque des défenseurs des droits de l'homme sont victimes d'agressions et de violations de leurs droits. Les enquêtes sont interminables, les garanties d'une procédure régulière ne sont pas toujours assurées et les auteurs ne sont pas tenus de rendre des comptes.

59. La Rapporteuse spéciale a constaté que dans certaines régions du monde la place accordée à la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme s'était sensiblement réduite au cours de son mandat. Elle a aussi observé que des méthodes plus sophistiquées sont de plus en plus utilisées pour les réduire au silence et faire obstacle à leurs activités, notamment à travers l'application de dispositions législatives ou administratives ou l'utilisation abusive du système judiciaire pour incriminer ou stigmatiser leur action. Non seulement ces phénomènes représentent une menace pour l'intégrité physique des défenseurs des droits de l'homme et entravent leurs activités, mais ils créent en outre un climat de peur et ont pour effet d'intimider la société dans son ensemble.

60. La défense et la promotion des droits de l'homme sont une activité légitime et courageuse, nécessaire pour garantir aux communautés la jouissance pleine et entière de leurs droits et la réalisation de leur potentiel. Les défenseurs des droits de l'homme ont un rôle important à jouer pour protéger la démocratie et veiller à ce qu'elle demeure ouverte, pluraliste et participative et soit conforme aux principes de l'état de droit et de la bonne gouvernance. Les défenseurs devraient être en mesure de mener leurs activités dans un environnement qui leur donne les moyens de défendre tous les droits de l'homme pour tous.

61. La Rapporteuse spéciale a souligné à maintes reprises la nécessité de créer un climat sûr et porteur pour les défenseurs et de le consolider et elle a exposé quelques-uns des principaux éléments qui lui paraissent nécessaires à cet effet, notamment les suivants: l'existence d'un cadre juridique, institutionnel et administratif favorable; la possibilité d'accéder à la justice et la fin de l'impunité pour les violations commises à l'encontre des défenseurs; l'existence d'institutions nationales des droits de l'homme fortes et indépendantes et de politiques et de mécanismes de protection efficaces, accordant une

attention particulière aux groupes à risque; la nécessité de porter une attention particulière à la situation des femmes défenseurs; la présence d'acteurs non étatiques qui respectent et appuient les activités des défenseurs; un accès aisé et sûr aux organes internationaux de protection des droits de l'homme; l'existence d'une communauté de défenseurs solide et dynamique.

A. Un cadre juridique, institutionnel et administratif favorable

62. L'un des éléments essentiels d'un climat sûr et porteur pour les défenseurs des droits de l'homme est l'existence de lois et de dispositions à tous les niveaux, y compris administratif, visant à les protéger, à soutenir leur action et à leur donner les moyens d'agir, qui soient conformes aux normes du droit international des droits de l'homme. En outre, les cadres institutionnels devraient être conçus de manière à prendre en considération et à appuyer les activités des défenseurs.

63. La Rapporteuse spéciale souscrit à l'opinion selon laquelle, dans les pays où les droits de l'homme font l'objet d'une reconnaissance et d'une protection spécifiques en droit interne, la probabilité de leur respect et de leur réalisation effective est plus forte. Au-delà de leur valeur normative, elle estime en outre que les dispositions du droit international des droits de l'homme sont susceptibles de jouer un rôle éducatif majeur en ce qu'elles signalent les valeurs essentielles d'une société donnée. L'adoption de dispositions législatives garantissant expressément les droits énoncés par la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme est cruciale, car elle est susceptible de contribuer à créer un environnement porteur et confère une légitimité à ces droits. De telles dispositions pourraient également contribuer à élargir le soutien apporté par la société aux revendications en faveur de la mise en œuvre des droits en question.

64. La Rapporteuse spéciale a donné des orientations sur la manière dont les différents types de législations internes pourraient contribuer à créer un cadre de travail adéquat pour les défenseurs des droits de l'homme (A/67/292). Elle observe avec regret que dans un certain nombre de pays la législation est utilisée pour limiter les activités des défenseurs des droits de l'homme et les sanctionner pénalement, en violation des principes et normes du droit international des droits de l'homme. La législation relative à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité publique a acquis une importance considérable au cours de la dernière décennie et de nombreux États y ont recours pour harceler et poursuivre les défenseurs au nom de la sécurité publique.

65. La Rapporteuse spéciale demeure préoccupée par la tendance au harcèlement judiciaire et à la stigmatisation des femmes défenseurs des droits de l'homme, notamment celles qui sont attentives à la législation sur le blasphème s'agissant des pratiques religieuses, ainsi que celles œuvrant dans le domaine des droits touchant à la sexualité et à la procréation, à travers la législation sur la morale publique. Elle s'inquiète également des évolutions législatives récentes visant prétendument à lutter contre la promotion de l'homosexualité et des difficultés auxquelles doivent faire face les défenseurs des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres dans le mesure où dans plus de 75 pays du monde les relations entre personnes du même sexe constituent une infraction pénale.

66. L'exercice des libertés publiques est primordial dans toute société démocratique mais son importance est plus grande encore lorsqu'il s'agit de revendiquer et de défendre des droits. C'est pour cette raison que la Rapporteuse spéciale a souligné de manière répétée qu'il est essentiel que les défenseurs soient en mesure d'exercer leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté d'association et de réunion pacifique sans restrictions injustifiées en droit ou en fait.

67. La Rapporteuse spéciale a fait état d'un certain nombre d'évolutions inquiétantes concernant la législation régissant les associations, y compris leur création, leur fonctionnement et leur financement. Au cours de son mandat, elle a également constaté que des restrictions avaient été apportées au type d'activités que les associations peuvent mener, notamment en matière de défense des droits politiques.

68. La Rapporteuse spéciale a observé une tendance inquiétante à la criminalisation des activités menées par des groupes non enregistrés. Elle estime que le refus d'enregistrement est une mesure extrême qui porte atteinte au droit à la liberté d'association, et ce d'autant plus que les activités réalisées par des organisations non enregistrées sont passibles de sanctions pénales.

69. La Rapporteuse spéciale juge également alarmantes les restrictions aux financements provenant de l'étranger qui ont été introduites dans un certain nombre d'États. Du fait de ces restrictions, des associations risquent d'être accusées de trahison, et elles sont contraintes de se déclarer «agents étrangers» ou de solliciter une autorisation préalable pour lever des fonds. La Rapporteuse spéciale relève avec inquiétude que bien souvent les arguments invoqués, au nombre desquels la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, sont purement rhétoriques, cette pratique ayant en fait pour objet de limiter les activités des défenseurs.

70. La Rapporteuse spéciale continue de constater avec préoccupation que de nombreux pays sont dotés de textes de loi sur la diffamation, l'accès à l'information et la classification des informations et des secrets d'État qui entravent l'action des défenseurs. Elle accueille avec enthousiasme les initiatives prises par un certain nombre d'États pour adopter une législation qui garantit le droit d'accéder aux informations détenues par les autorités publiques et protège les individus qui divulguent des informations d'intérêt public touchant à la promotion et à la protection des droits de l'homme ainsi que ceux qui dénoncent les faits de corruption chez les agents de l'État.

71. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale salue la résolution 22/6 adoptée par le Conseil, qui marque un tournant en ce sens qu'elle donne des indications précieuses sur la manière de créer un climat sûr et porteur pour les défenseurs des droits de l'homme. Dans cette résolution, le Conseil engage les États à faire en sorte que les mesures de contrôle visant les organisations n'entravent pas leur autonomie et à veiller à ne pas imposer de restrictions de façon arbitraire aux sources potentielles de financement, en dehors des restrictions ayant pour but de garantir la transparence et la responsabilité, ce qui, selon la Rapporteuse spéciale, devrait être fait indépendamment de l'origine géographique des fonds. Il les engage de plus à lutter contre le terrorisme et à préserver la sécurité nationale par des mesures conformes au droit international et n'entravant pas les activités et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme. Il les engage en outre à veiller à ce que toutes les dispositions juridiques et l'application de ces dispositions soient clairement établies et résolubles et à ce qu'elles excluent la rétroactivité, afin que la promotion et la protection des droits de l'homme ne soient pas criminalisées.

72. En plus de garantir un cadre normatif et administratif favorable, les États devraient – car cela est complémentaire – diffuser largement la Déclaration. Conformément à l'article 13 de la Déclaration, les programmes d'éducation aux droits de l'homme, en particulier ceux destinés aux agents de l'État et aux agents de la force publique, devraient comporter des modules de formation s'appuyant sur ce texte et réaffirmant le droit fondamental qu'a chacun de défendre les droits de l'homme et le rôle que les défenseurs des droits de l'homme jouent dans la société. Donner aux défenseurs des droits de l'homme les moyens de mener leur action à bien suppose aussi de reconnaître les droits et les responsabilités de chacun de promouvoir et protéger les droits de l'homme et d'en informer régulièrement la population.

B. Lutte contre l'impunité et accès à la justice en cas de violations des droits des défenseurs

73. L'une des questions qui suscitent les plus vives préoccupations chez la Rapporteuse spéciale et qu'elle a systématiquement abordée tout au long de son mandat est celle de l'impunité à l'égard des atteintes aux droits des défenseurs. Bon nombre de plaintes déposées par des défenseurs estimant que leurs droits ont été bafoués ne font l'objet d'aucune enquête ou sont classées sans justification. Le fait pour un État de ne pas enquêter sur les violations peut être considéré comme de l'indulgence à l'égard des agressions contre les défenseurs et peut contribuer à entretenir un climat dans lequel de nouvelles agressions sont perçues comme étant tolérées. La Rapporteuse spéciale a réaffirmé à de nombreuses reprises que mettre un terme à l'impunité était une condition essentielle pour garantir la protection et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme.

74. Les États devraient veiller à ce que toutes les violations commises contre des défenseurs des droits de l'homme fassent rapidement l'objet d'une enquête indépendante et à ce que les auteurs présumés soient poursuivis indépendamment de leur statut. Ils devraient aussi faire en sorte que les victimes de violations aient accès à des voies de recours justes et efficaces et à une réparation appropriée. On entend par voies de recours efficaces l'accès à des mécanismes judiciaires et administratifs ou quasi judiciaires. Les investigations et les poursuites doivent s'appuyer sur un appareil judiciaire efficace et indépendant.

75. Les États devraient aussi mettre en œuvre les mesures provisoires de protection que garantissent aux défenseurs des droits de l'homme les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme.

76. Malheureusement, dans bien des cas, les failles du système judiciaire et les lacunes du cadre juridique privent les défenseurs des outils qui leur permettraient de demander et d'obtenir justice. C'est pourquoi renforcer le système judiciaire et s'assurer qu'il puisse travailler efficacement et en toute indépendance devrait être une priorité pour les États.

C. Institutions nationales des droits de l'homme fortes, indépendantes et efficaces

77. Dans le cadre des réflexions sur l'architecture institutionnelle des États, la Rapporteuse spéciale a insisté sur le rôle majeur que les institutions nationales des droits de l'homme peuvent jouer dans la création d'un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme (A/HRC/22/47). Les institutions nationales des droits de l'homme conformes aux Principes de Paris sont idéalement placées pour guider et conseiller les gouvernements concernant leurs obligations en matière de droits de l'homme et s'assurer que les principes et les normes internationales sont dûment incorporés dans le droit national et intégrés aux politiques publiques.

78. À de nombreuses occasions au cours de son mandat, la Rapporteuse spéciale a abordé la question des violations commises contre des institutions nationales, leurs membres et leur personnel, qui peuvent aller des agressions, menaces et actes d'intimidation au harcèlement en passant par une stigmatisation du fait de leurs activités dans le domaine des droits de l'homme. Elle a exprimé de graves préoccupations quant aux conséquences graves que de telles contraintes et difficultés peuvent avoir sur l'indépendance, l'efficacité, la crédibilité et l'impact de ces institutions. Elle a aussi engagé les États à protéger en droit et à soutenir publiquement les institutions nationales, ainsi que leurs membres et leur personnel, si nécessaire.

79. La Rapporteuse spéciale a aussi fait observer que les institutions nationales des droits de l'homme pouvaient jouer un rôle crucial dans la protection des défenseurs des droits de l'homme. L'expérience montre que lorsque les institutions nationales sont habilitées à enquêter sur les plaintes et à accorder une protection effective, elles peuvent jouer un rôle de premier plan si les systèmes judiciaires n'ont pas la capacité ou la volonté de statuer sur les violations présumées dont sont victimes les défenseurs.

80. La Rapporteuse spéciale a en outre vivement recommandé qu'au sein des institutions nationales une personne soit désignée coordonnatrice pour les défenseurs des droits de l'homme et chargée de superviser leur situation, y compris les risques pesant sur leur sécurité, et les entraves juridiques et autres à un climat de travail sûr et propice pour les défenseurs.

81. Le rôle des institutions nationales dans le suivi des cadres juridiques et administratifs régissant le travail des défenseurs des droits de l'homme a été mis en lumière dans la résolution 22/6 du Conseil adoptée en mars 2013. Cette résolution historique souligne le rôle décisif de ces institutions en ce qui concerne l'examen de la législation – existante et à l'état de projet – et l'information des autorités quant à l'impact, réel ou potentiel, des textes de loi sur le travail des défenseurs des droits de l'homme.

82. Les institutions nationales peuvent en outre grandement contribuer à diffuser les informations sur les programmes de protection en faveur des défenseurs des droits de l'homme, lorsqu'il en existe, et à faire en sorte que ceux-ci soient étroitement associés à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de tels programmes.

83. La Rapporteuse spéciale estime que, pour que le travail des institutions nationales soit crédible, les gouvernements doivent être à leur écoute et s'assurer que leurs recommandations sont suivies d'effet et dûment mises en œuvre. Cela est d'autant plus important que la plupart des institutions ont des fonctions consultatives. Il faudrait donc que les gouvernements fassent preuve de volontarisme dans la mise en pratique de ces recommandations et que la suite qui leur est donnée soit l'objet de bilans et d'évaluations.

D. Politiques et mécanismes de protection efficaces, y compris appui de l'État aux travaux des défenseurs des droits de l'homme

84. La Rapporteuse spéciale a plaidé pour que les politiques publiques mais aussi des mécanismes institutionnels spécifiques soient utilisés pour qu'une protection permettant de garantir un environnement sûr et porteur soit accordée aux défenseurs des droits de l'homme chaque fois que cela est jugé nécessaire.

85. Durant son mandat, la Rapporteuse spéciale s'est intéressée de près aux problèmes de sécurité rencontrés par les défenseurs des droits de l'homme dans leurs activités et elle a formulé des recommandations concernant la mise au point de programmes de protection (A/HRC/13/22). Elle n'a cessé de réaffirmer que l'État était tenu de protéger les défenseurs des droits de l'homme, d'enquêter sur les violations de ces droits et d'en poursuivre les auteurs. Cette obligation vaut aussi pour les actes et omissions des acteurs non étatiques.

86. Ceux qui entendent décrédibiliser les travaux et activités des défenseurs des droits de l'homme les présentent couramment comme des ennemis de l'État ou des terroristes. Cette stigmatisation les rend plus vulnérables encore aux attaques, en particulier de la part d'acteurs non étatiques. C'est pourquoi il est crucial que les activités et le rôle de ces défenseurs soient publiquement reconnus par les représentants de l'État au plus haut niveau; cela fait partie intégrante de la politique de protection à leur égard. La Rapporteuse spéciale est convaincue qu'une reconnaissance publique de ces activités peut contribuer à leur apporter la reconnaissance et la légitimité voulues.

87. La Rapporteuse spéciale note avec une grande satisfaction que dans sa résolution 22/6 le Conseil engage vivement les États à instaurer un climat sûr et porteur qui permette aux défenseurs des droits de l'homme d'agir sans entrave et en toute sécurité et les enjoint de reconnaître publiquement la contribution importante et légitime apportée par les défenseurs des droits de l'homme.

88. La Rapporteuse spéciale a énoncé une série de directives qu'elle juge essentielles concernant les programmes de protection des défenseurs des droits de l'homme. Tout d'abord, les défenseurs des droits de l'homme devraient être consultés tout au long de la mise en place ou de l'examen des programmes de protection et la structure des programmes de protection devrait être définie par la loi. Les programmes de protection devraient comporter un système d'alerte rapide, qui anticipe les besoins et déclenche le lancement de mesures de protection. Il faudrait aussi que la sécurité des familles et des proches des défenseurs soit évaluée. Les membres des forces de sécurité et des forces de l'ordre intervenant dans les programmes de protection devraient suivre des formations spécifiques sur les droits de l'homme et la problématique de l'égalité hommes-femmes. La protection physique des défenseurs ne devrait pas être confiée à des prestataires qui n'auraient pas été formés en bonne et due forme. De plus, des ressources financières suffisantes devraient être allouées à ces programmes.

89. La Rapporteuse spéciale se félicite qu'en 2012 le Mexique ait adopté une loi et créé un mécanisme de protection en faveur des défenseurs et des journalistes et y voit un exemple de bonnes pratiques. Cette loi constitue le fondement légal de la coordination entre les différentes institutions publiques responsables de la protection des défenseurs et des journalistes. Elle définit une procédure extraordinaire de réponse urgente (dans un délai de moins de douze heures). Elle prévoit des accords de collaboration entre les gouvernements des différents États pour garantir leur participation au mécanisme. Elle établit une procédure de plainte, et dispose que les représentants de l'État qui ne mettent pas en œuvre les mesures prévues par ce mécanisme seront sanctionnés conformément à la loi. Ce nouveau mécanisme garantit la participation d'organisations de la société civile aux processus décisionnels ainsi que le droit du bénéficiaire de prendre part à l'analyse des risques qu'il encourt et à la définition des mesures de protection en sa faveur.

Difficultés particulières des groupes vulnérables

90. Tout au long de son mandat, la Rapporteuse spéciale a insisté sur la nécessité de prêter une attention particulière aux besoins des défenseurs des droits de l'homme qui encourent des risques considérables de par leurs activités et de par le contexte dans lequel ils interviennent. Elle s'est à cet égard particulièrement intéressée à la situation de groupes donnés de défenseurs des droits de l'homme particulièrement exposés aux violations, notamment les juges et les avocats, les journalistes et les professionnels des médias, les syndicalistes, les jeunes et les étudiants défenseurs des droits de l'homme, les personnes travaillant sur les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre et les défenseurs s'occupant de questions foncières ou environnementales (A/HRC/19/55).

91. La Rapporteuse spéciale est scandalisée que des journalistes et des professionnels des médias soient visés pour avoir révélé des violations des droits de l'homme ou en avoir été témoins. Ils sont particulièrement exposés à des violations dans des contextes tels que les conflits armés, les situations postconflit et les troubles liés à un coup d'état ou à des élections contestées. Dans un grand nombre de pays, les cadres juridiques sont utilisés pour restreindre les activités des journalistes et des professionnels des médias. La Rapporteuse spéciale relève avec inquiétude que les restrictions appliquées à la liberté des médias et de la presse et l'impunité dans ce domaine sont porteuses d'un climat d'intimidation, de dénigrement, de violence et d'autocensure.

92. Pour ce qui est des jeunes et des étudiants défenseurs, la Rapporteuse spéciale s'inquiète de la manière dont la jeunesse est perçue dans la société. Bien souvent, le jeune âge et le manque de maturité présumé de ces personnes servent de prétexte pour ne pas leur donner voix au chapitre dans les affaires publiques. La Rapporteuse spéciale regrette qu'une tendance se fasse jour dans bon nombre de pays pour adopter des textes de lois interdisant aux jeunes de prendre part aux réunions et manifestations publiques. D'autres évolutions législatives ont trait à l'Internet, aux réseaux sociaux et à la messagerie instantanée, qui sont de plus en plus placés sous contrôle par des gouvernements.

93. Un autre groupe exposé à un risque élevé de violations est celui des défenseurs s'occupant de questions foncières et environnementales dans le cadre d'activités minières ou de projets de construction et de développement. Les violations commises interviennent alors généralement dans le contexte de différends fonciers et les auteurs peuvent être des acteurs étatiques comme non étatiques. Face à ces tendances, la Rapporteuse spéciale fait valoir qu'une approche des projets de développement de grande envergure fondée sur les droits pourrait contribuer à créer et maintenir un environnement sûr et favorable pour les défenseurs travaillant dans un tel contexte. Elle a également souligné la nécessité de garantir: la transparence et l'accès à l'information; la protection, qui doit être accordée aux communautés touchées comme à ceux qui défendent leurs droits dans ce contexte; et l'obligation des responsables de rendre des comptes ainsi que l'accès à des voies de recours appropriées. La Rapporteuse spéciale considère que les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, dont la pierre angulaire est l'obligation de diligence, constituent une référence et un outil essentiel pour les États et les autres parties prenantes dans cette problématique des activités commerciales et du respect des droits et libertés fondamentaux.

94. Les communautés, et ceux qui défendent leurs droits, devraient avoir la possibilité de participer activement, librement et véritablement à l'évaluation et à l'analyse, à la conception et à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des projets de développement. Les défenseurs travaillant avec les communautés locales peuvent contribuer de manière déterminante à faciliter la communication entre les communautés et les personnes responsables de la politique ou du projet. Leur contribution peut être décisive en termes de promotion du développement et d'instauration d'un dialogue pour renforcer la cohésion sociale, désamorcer les conflits et éviter la radicalisation des positions. Cela peut grandement contribuer à apaiser les tensions entre les responsables et les communautés locales, ce qui serait une première étape en vue d'améliorer la protection des titulaires de droits.

95. Les défenseurs peuvent également jouer un rôle crucial en tant que membres d'équipes procédant à des évaluations d'impact sur les droits de l'homme dans le cadre de mécanismes officiels de supervision multipartites ou de mécanismes de médiation et de réclamation, ou encore en tant qu'observateurs critiques indépendants de la mise en œuvre de projets de développement à grande échelle. La Rapporteuse spéciale demeure vivement préoccupée par les informations détaillées faisant état de harcèlement, de persécutions et de représailles contre des défenseurs des droits de l'homme désireux de porter en justice des cas de violations commises par des entreprises. Il est essentiel que ceux qui entendent faire connaître des problèmes ou des violations puissent accéder en toute sécurité aux mécanismes de recherche des responsabilités et de réclamation.

96. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale relève avec préoccupation que la tendance est à une criminalisation accrue des mouvements de protestation sociale, souvent dans le contexte de l'expression pacifique d'une opposition à des projets de développement publics ou privés. Les autorités devraient permettre aux défenseurs, en particulier aux journalistes et aux professionnels des médias, d'avoir accès aux manifestations et réunions publiques,

pour favoriser en particulier une couverture indépendante des événements et une surveillance de la situation en matière de droits de l'homme.

97. La Rapporteuse spéciale estime que la politique étrangère et la politique de développement peuvent être des leviers pour améliorer la protection et la sécurité des défenseurs des droits de l'homme sur le terrain. Elle se félicite à cet égard de l'initiative de l'Union européenne d'adopter en 2008 une version révisée des Orientations de l'Union européenne concernant les défenseurs des droits de l'homme. Ces Orientations dressent une liste de mesures concrètes que les États membres peuvent prendre pour aider et protéger les défenseurs des droits de l'homme en danger, comme par exemple le fait de leur délivrer des visas d'urgence et de favoriser leur accueil provisoire dans les États membres.

E. Attention spéciale à prêter aux risques et difficultés auxquels sont confrontés les femmes défenseurs et ceux qui travaillent sur les droits des femmes et sur les questions de genre

98. Durant son mandat, la Rapporteuse spéciale s'est attachée à intégrer une perspective de genre dans l'ensemble de ses travaux et à accorder une attention toute particulière aux spécificités de l'environnement dans lequel les femmes défenseurs des droits de l'homme interviennent. Elle a relevé que les risques et les difficultés étaient accrus pour les femmes défenseurs des droits de l'homme et pour ceux travaillant sur les droits des femmes et les questions de genre, et elle a mis l'accent sur les répercussions que ce travail pouvait avoir sur leur conjoint ou époux et sur les membres de leur famille.

99. La Rapporteuse spéciale demeure gravement préoccupée par les arrestations, les mauvais traitements, les actes de torture, la criminalisation, les procédures judiciaires injustifiées, la stigmatisation, les agressions, les menaces (y compris des menaces de mort), la violence sexuelle et les exécutions dont les femmes défenseurs des droits de l'homme font l'objet. De plus, dans bien des cas, les membres de la famille de ces femmes sont aussi ciblés. Comparés à leurs homologues masculins, les défenseurs de sexe féminin sont plus exposés aux risques d'être victimes de certaines formes de violence, mais aussi de préjugés, d'exclusion et de répudiation. Cela est dû au fait que les femmes défenseurs des droits de l'homme sont souvent perçues comme remettant en cause les normes socioculturelles acceptées, les traditions, les perceptions et stéréotypes liés à la féminité, à l'orientation sexuelle et au rôle et au statut des femmes dans la société.

100. La Rapporteuse spéciale regrette que de nombreux pays n'aient pas mis de mécanismes spécifiques en place pour protéger les femmes défenseurs et les personnes travaillant sur les droits des femmes et les questions de genre. Dans les pays où de tels mécanismes existent, ils sont souvent contrariés par une méconnaissance des questions de genre, une application parcellaire ou un manque de volonté politique. La Rapporteuse spéciale est fermement convaincue que les femmes défenseurs doivent bénéficier d'une protection spécifique et renforcée et d'efforts volontaristes ciblés pour pouvoir travailler dans un environnement plus sûr et plus favorable.

101. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale salue la résolution adoptée récemment par l'Assemblée générale sur la protection des femmes défenseurs des droits de l'homme qui, selon elle, vient à point nommé et revêt la plus haute importance. Dans cette résolution, l'Assemblée générale reconnaît la contribution importante des femmes défenseurs des droits de l'homme à la promotion et à la protection des droits de l'homme, à la démocratie, à l'état de droit, au développement ainsi qu'à la paix et à la sécurité. Elle y souligne aussi les mesures de protection spécifiques que les États doivent adopter pour que les femmes défenseurs soient à même de mener leurs activités en toute sécurité et sans crainte de représailles. Elle y engage les États à faire preuve de la diligence voulue pour prévenir les

violations et les exactions à l'encontre des femmes défenseurs des droits de l'homme et pour lutter contre l'impunité en veillant à ce que les responsables de telles violations et exactions soient traduits en justice avec rapidité et impartialité.

F. Respect et soutien de l'action des défenseurs par les acteurs non étatiques

102. Les acteurs non étatiques, y compris les sociétés privées, peuvent jouer un rôle clef dans la promotion et la protection des droits et activités des défenseurs des droits de l'homme et donc dans la consolidation d'un environnement de travail sûr et porteur pour les défenseurs. Comme la Rapporteuse spéciale l'a déclaré à de nombreuses reprises, il est fondamental que les acteurs non étatiques reconnaissent l'important rôle que jouent les défenseurs pour ce qui est de permettre à chacun d'exercer pleinement ses droits fondamentaux (A/65/223).

103. La Rapporteuse spéciale continue de recevoir des informations crédibles et des allégations selon lesquelles des acteurs non étatiques, notamment des sociétés privées, sont impliqués dans des violations commises contre des défenseurs, qui peuvent par exemple prendre la forme de stigmatisation, de menaces, de harcèlement, d'agressions, de menaces de mort et de meurtres. Les agressions sont parfois le fait de groupes que l'État encourage directement ou indirectement, que ce soit en leur apportant un soutien logistique ou en tolérant, ouvertement ou implicitement, leurs agissements.

104. Les défenseurs des droits des personnes gays, lesbiennes, bisexuelles ou transgenres sont victimes de stigmatisation et d'agressions, notamment de la part de chefs ou groupes communautaires et religieux et des médias. La Rapporteuse spéciale a soulevé la difficile situation de cette catégorie de défenseurs dans diverses communications et au cours de visites de pays. Elle a en outre recommandé aux autorités d'abroger les dispositions juridiques qui entravent les travaux de ces défenseurs et les stigmatisent, de leur accorder une protection adéquate et de leur apporter leur soutien.

105. Comme cela a été indiqué plus haut, la Rapporteuse spéciale a condamné le fait que des agents de sécurité recrutés par des entreprises menant des projets de développement de grande envergure aient menacé de mort, harcelé et agressé des défenseurs des droits de l'homme travaillant sur des questions liées à l'accès aux terres et aux ressources naturelles, lors de manifestations pacifiques. Elle a également évoqué des cas présumés de connivence entre les autorités locales et le secteur privé et des cas dans lesquels des sociétés privées se sont rendues complices de violations commises contre des défenseurs des droits de l'homme.

106. La Rapporteuse spéciale a vivement engagé les acteurs non étatiques à respecter et, de préférence, à soutenir les activités des défenseurs des droits de l'homme. Ils devraient s'abstenir de porter atteinte aux droits des défenseurs et s'appuyer sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme pour s'assurer de respecter les dispositions du droit international et les normes internationales en matière de droits de l'homme.

G. Libre accès, en toute sécurité, aux organes de l'ONU et autres organismes internationaux de protection des droits de l'homme

107. Le système des Nations Unies et les organismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme font partie intégrante de l'environnement de travail des défenseurs des droits de l'homme. Il est donc essentiel, pour leur travail et pour leur protection, qu'ils y aient accès sans entrave et en toute sécurité.

108. La Rapporteuse spéciale est intimement convaincue de l'utilité des mécanismes de l'Examen périodique universel (EPU) sur le plan de la sécurité et de la qualité de l'environnement de travail des défenseurs. Comme elle l'a déjà souligné, dans la mesure où il n'existe pas d'organe chargé de surveiller l'application de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, le mécanisme de l'EPU représente une excellente occasion de donner de la visibilité à la situation des défenseurs et de contribuer à leur protection (A/HRC/10/12, par. 40).

109. Toute la difficulté pour la société civile et les défenseurs des droits de l'homme est de faire usage de cet outil précieux d'une manière qui permette de renforcer la visibilité et la protection des défenseurs sur le terrain. À cet égard, les États ont un rôle important à jouer à différents stades du processus, essentiellement en diffusant largement les informations concernant l'EPU et en créant des espaces ouverts et sûrs permettant aux défenseurs de participer effectivement au processus. La Rapporteuse spéciale estime que les États qui présentent leur candidature à l'élection au Conseil devraient, dans le cadre de leurs obligations et engagements souscrits volontairement, s'engager à mettre la Déclaration en œuvre au niveau national (par. 113).

110. La Rapporteuse spéciale a cité en exemple les bonnes pratiques de certains pays en matière de consultations en amont de l'EPU. Au Guatemala, pour le premier rapport national, le Gouvernement a collaboré avec le bureau de pays du HCDH pour consulter et informer la société civile. Aux Tonga, la société civile dans son ensemble a approuvé le rapport national. En Suisse, le Ministère des affaires étrangères a publié le projet de rapport national sur son site Web et sollicité des observations (ibid., par. 56 à 58).

111. La Rapporteuse spéciale se félicite que figure expressément dans le Résultat du réexamen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme (résolution 16/21, annexe) un appel explicite aux États pour qu'ils procèdent à de vastes consultations avec toutes les parties prenantes au sujet de la mise en œuvre des recommandations.

112. La Rapporteuse spéciale a évoqué le processus de l'EPU à de nombreuses occasions lors de ses visites de pays. C'est ainsi qu'elle a recommandé à l'Arménie de mettre pleinement en œuvre les recommandations formulées par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et que dans ses rapports sur ses visites en Inde et en République démocratique du Congo elle a recommandé que la bonne mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU soit contrôlée. À la suite de sa visite au Honduras en 2013, elle a rappelé l'engagement que le pays avait pris lors de son Examen d'améliorer la protection des défenseurs des droits de l'homme et s'est dite satisfaite de voir que le Honduras avait accepté un nombre significatif de recommandations ayant trait aux défenseurs.

113. La Rapporteuse spéciale tient à relever que des choses peuvent être améliorées dans le processus de l'EPU qui est encore en plein essor. Les consultations nationales en sont un élément clef et il incombe aux États de créer des espaces permettant aux défenseurs d'y prendre effectivement part. Certains États n'ont pas organisé de consultations nationales avant de terminer leur rapport national. Dans d'autres cas, de telles consultations ont bien été organisées mais n'auraient eu qu'une portée limitée ou n'auraient compté qu'avec la participation d'un nombre limité de défenseurs des droits de l'homme sélectionnés, voire aucun.

114. La Rapporteuse spéciale craint que, dans l'ensemble, le processus de l'EPU ne prenne pas suffisamment en compte la perspective des défenseurs des droits de l'homme. Il est par exemple encore exceptionnel qu'un rapport national comporte des références détaillées ou des chapitres distincts sur les défenseurs des droits de l'homme. Les parties

prenantes devraient faire figurer des renseignements sur la situation des défenseurs dans leurs communications.

115. L'intégration de la thématique des défenseurs des droits de l'homme devrait devenir plus systématique. Dans cette optique, la Rapporteuse spéciale renouvelle sa recommandation en faveur d'un renforcement de la coordination entre les États et les groupes régionaux. Elle constate en outre que les recommandations sur cette thématique ont encore tendance à être évasives; elle est d'avis qu'elles devraient être plus concrètes pour faciliter leur mise en œuvre et mesurer les progrès. La Rapporteuse spéciale souhaite par ailleurs réaffirmer que la sensibilisation et le renforcement des capacités sont indispensables pour que les défenseurs présents sur le terrain puissent participer au processus de l'EPU (A/HRC/10/12, par. 102).

116. La Rapporteuse spéciale regrette profondément que les défenseurs continuent de courir d'énormes risques lorsqu'ils essaient de collaborer avec l'ONU, ses mécanismes et ses représentants dans le domaine des droits de l'homme, ainsi qu'avec les organismes internationaux de protection des droits de l'homme. Comme cela a déjà été indiqué, elle a évoqué des cas de représailles à l'encontre de défenseurs ayant collaboré avec l'ONU, y compris l'EPU, et a publiquement condamné ces agissements³.

117. Depuis 2008, sur les 56 cas de représailles cités par le Secrétaire général dans ses rapports, 46 concernaient des défenseurs des droits de l'homme (82 %). Parmi ces 46 cas, 40 étaient imputables à l'État ou à des forces de sécurité (87 %). Dans 26 cas, l'intimidation, le harcèlement et les menaces, y compris les menaces de mort (57 %), étaient les principaux moyens utilisés contre les défenseurs. Dans 11 cas, les défenseurs ont été placés en détention (24 %); dans 7 cas, (15 %), ils ont été torturés; dans 1 affaire, 2 défenseurs ont été tués. Dans 7 cas, les défenseurs ont été victimes de diffamation (15 %) et dans 3 cas ils ont été frappés par une interdiction de voyager (7 %). Dix affaires de représailles concernaient des défenseurs travaillant avec ou sur le processus de l'EPU (22 %). De plus, 9 cas de représailles concernaient des défenseurs qui avaient collaboré avec le Conseil et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (20 %). La Rapporteuse spéciale a également fait part de situations précises dans lesquelles elle avait été informée que les défenseurs craignaient de faire l'objet de représailles si elle abordait leur cas avec les autorités (voir, par exemple, A/HRC/22/47/Add.4, par. 382).

118. Dans 38 de ces affaires (83 %), une communication au moins a été envoyée et 25 réponses ont été reçues (65 %). Cependant, dans 9 cas (36 %), les réponses pouvaient être considérées comme de pure forme, par exemple parce qu'il s'agissait d'un simple accusé de réception de la communication ou parce qu'il n'était pas répondu aux allégations principales.

119. Le droit de s'adresser aux organes internationaux et de communiquer avec eux est consacré dans la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, entre autres instruments internationaux⁴. La Rapporteuse spéciale salue la position ferme adoptée par les États au Conseil sur cette question et soutient pleinement la résolution 24/24 sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme. Elle se félicite que le Conseil ait demandé au Secrétaire général, en coopération avec la Haut-Commissaire, de désigner pour l'ensemble du système un point focal principal aux fins d'encourager la prévention des actes de représailles et d'intimidation contre les individus qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. Elle considère que cette mesure serait de nature à renforcer

³ Pour les affaires les plus récentes, voir: www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13860&LangID=E et www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13626&LangID=E.

⁴ Voir Commentaire sur la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, chap. IV.

la capacité du système de continuer à réagir fermement contre ces actes et à contribuer à la consolidation d'un environnement sûr et porteur pour les défenseurs.

H. Force, dynamisme et diversité de la communauté des défenseurs des droits de l'homme

120. La Rapporteuse spéciale est consciente que les défenseurs eux-mêmes ont un rôle à jouer dans l'amélioration de leur environnement de travail. Mener leur action avec professionnalisme, de manière pacifique et dans le plein respect des normes et principes internationaux relatifs aux droits de l'homme est une responsabilité qui leur incombe.

121. En vertu de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, les personnes qui œuvrent à la promotion et à la protection des droits de l'homme sont des acteurs clés dans la société, qui ont des devoirs envers la communauté et au sein de celle-ci. Les défenseurs ont ainsi un rôle important à jouer et une responsabilité essentielle à assumer en ce qui concerne la sauvegarde de la démocratie, en ce sens qu'ils doivent veiller à ce qu'elle demeure ouverte et pluraliste, la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la promotion et le progrès de sociétés, institutions et processus démocratiques (art. 18). Cependant, cela ne leur est possible que s'ils sont à même de travailler dans un environnement sûr et favorable, dans lequel l'État, les institutions et les autres parties prenantes leur apportent la reconnaissance voulue et les moyens de travailler.

122. La Rapporteuse spéciale encourage les défenseurs à s'engager activement dans un dialogue constructif avec l'État, à faire pression pour l'adoption de textes de loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et à suivre l'avancement de ces textes. Elle les invite aussi à militer pour que les recommandations formulées par les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux soient mises en œuvre.

123. Les défenseurs devraient continuer à soutenir les travaux des institutions nationales des droits de l'homme en coopérant avec elles, en plaidant pour leur renforcement et en apportant leur concours à la planification et à la mise en œuvre de leurs activités et programmes. Ils devraient également plaider pour l'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme pleinement conforme aux principes de Paris dans les pays qui ne sont pas encore dotés d'une telle institution.

124. Les défenseurs devraient créer ou développer les plates-formes et réseaux leur permettant de se protéger et de promouvoir leur action, et favoriser le dialogue et la coordination entre eux. Ils devraient travailler ensemble, en réseaux, et avoir un discours unitaire fort. À cet égard, ils devraient s'attacher à renforcer les réseaux en dehors des capitales de manière à nouer des relations avec les défenseurs travaillant en zone rurale, qui sont souvent davantage exposés aux risques.

125. La Rapporteuse spéciale juge crucial que les défenseurs s'efforcent d'atteindre un degré élevé de professionnalisme et d'éthique dans le cadre de leurs activités en faveur des droits de l'homme. Ils devraient aussi reconnaître le travail important mené à bien par les femmes défenseurs des droits de l'homme et par ceux qui travaillent sur les droits des femmes et les questions de genre et faire tout leur possible pour renforcer leur position.

126. La Rapporteuse spéciale estime aussi qu'il est essentiel que les défenseurs tirent pleinement parti des mécanismes internationaux et régionaux existants dans le domaine des droits de l'homme, notamment des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, des organes conventionnels, de l'EPU et des Lignes directrices de l'Union européenne sur les défenseurs des droits de l'homme, pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes au droit international humanitaire.

V. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

127. La Rapporteuse spéciale se félicite d'avoir eu la possibilité d'examiner et d'analyser la situation des défenseurs de par le monde. Dans le cadre de son action et de son mandat, elle s'est efforcée d'améliorer la connaissance et la visibilité des problèmes et des risques auxquels les défenseurs sont confrontés. Elle s'est également attachée à mettre les bonnes pratiques en lumière et à donner des orientations quant aux moyens d'élargir le champ de leur action et de rendre leur environnement plus sûr et plus favorable.

128. Défendre les droits de l'homme n'est pas seulement une activité légitime et honorable, c'est aussi un droit en soi. Défendre et revendiquer des droits reste cependant une activité dangereuse dans de nombreuses régions du monde.

129. C'est aux États qu'il incombe en premier lieu de veiller à ce que les défenseurs travaillent dans un environnement sûr et propice. Cela suppose un cadre juridique, institutionnel et administratif favorable; l'accès à la justice et la fin de l'impunité pour les violations commises contre les défenseurs; une institution nationale des droits de l'homme forte et indépendante; des politiques et programmes tenant compte des besoins spécifiques des femmes défenseurs; des politiques et mécanismes de protection efficaces accordant l'attention voulue aux groupes vulnérables; des acteurs non étatiques respectant et soutenant l'action des défenseurs; le libre accès, en toute sécurité, aux organes internationaux de protection des droits de l'homme; et une communauté de défenseurs forte, dynamique et plurielle.

130. La Rapporteuse spéciale souhaite formuler les recommandations ci-après, qui s'adressent essentiellement aux États mais aussi à d'autres parties prenantes.

B. Recommandations

131. Les États Membres devraient:

a) S'assurer que les défenseurs peuvent réaliser leurs travaux dans un cadre juridique, institutionnel et administratif favorable. De même, ils devraient s'abstenir de criminaliser les activités pacifiques et légitimes des défenseurs, abroger toutes les dispositions administratives et législatives qui restreignent les droits des défenseurs et faire en sorte que la législation nationale respecte les principes de base du droit international et des normes internationales en matière de droits de l'homme;

b) Lutter contre l'impunité pour les violations commises contre les défenseurs en faisant en sorte que des enquêtes impartiales soient rapidement menées à bien, que les auteurs aient à rendre compte de leurs actes et que les victimes obtiennent une réparation appropriée. Dans ce contexte, il convient de prêter une attention particulière aux violations commises par des acteurs non étatiques;

c) Faire mieux connaître le travail légitime et vital des défenseurs des droits de l'homme et soutenir publiquement leur action. À cet égard, il convient de diffuser largement la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme et veiller à ce que les programmes d'éducation aux droits de l'homme, en particulier ceux destinés aux agents de l'État et des forces de l'ordre, comportent des modules dans lesquels le rôle des défenseurs des droits de l'homme dans la société est pleinement reconnu;

d) Doter les institutions nationales de mandats larges et étoffés, et de ressources suffisantes pour qu'elles puissent fonctionner en toute indépendance et être crédibles et efficaces. Il convient de reconnaître et soutenir publiquement le rôle important que jouent ces institutions, y compris en accordant une protection aux défenseurs et en luttant contre l'impunité;

e) Faire en sorte que les violations commises par des acteurs étatiques et non étatiques contre des défenseurs, tout particulièrement des femmes défenseurs, fassent rapidement l'objet d'enquêtes impartiales et que leurs auteurs soient traduits en justice. Il convient en outre de mettre des ressources matérielles à disposition pour garantir la protection physique et psychologique des défenseurs, y compris par le biais de politiques et mécanismes tenant compte des différences entre les sexes;

f) Reconnaître publiquement le rôle particulier et important joué par les femmes défenseurs des droits de l'homme et par ceux qui travaillent sur les droits des femmes ou les questions de genre et veiller à ce qu'ils puissent travailler dans un environnement exempt de toute forme de violence ou de discrimination;

g) Dispenser aux agents de l'État la formation nécessaire sur le rôle et les droits des défenseurs et sur la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, en particulier à ceux qui sont en contact direct avec des communautés de défenseurs;

h) Veiller à ce que les politiques publiques, notamment les politiques et projets de développement, soient conçues et mises en œuvre de manière ouverte et participative, et garantir la participation active, libre et valable des défenseurs et des communautés concernées;

i) S'assurer que les défenseurs puissent prendre une part active au processus de l'Examen périodique universel et, à cette fin, faire connaître ce processus, organiser des consultations ouvertes et constructives, consacrer un chapitre du rapport national à la situation des défenseurs, et formuler des recommandations concrètes pour l'amélioration de leur environnement de travail;

j) S'assurer que les actes d'intimidation et les représailles contre les défenseurs qui collaborent avec l'ONU, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme ainsi qu'avec les organismes internationaux de protection des droits de l'homme sont condamnés fermement et sans réserve. Veiller à ce que de tels actes donnent rapidement lieu à l'ouverture d'une enquête, à ce que leurs auteurs soient traduits en justice et à ce que tout texte de loi incriminant les activités de défense des droits de l'homme, menées en coopération avec des mécanismes internationaux, soit abrogé.

132. La communauté internationale devrait:

a) Reconnaître et soutenir le travail légitime des défenseurs des droits de l'homme, à la fois en reconnaissant publiquement leur rôle et en leur fournissant une assistance technique et financière pour renforcer leurs capacités ou améliorer leur sécurité si nécessaire;

b) Garantir le libre accès, en toute sécurité, aux organismes internationaux de protection des droits de l'homme, en particulier l'ONU, ses représentants et mécanismes dans le domaine des droits de l'homme.

133. Les acteurs non étatiques devraient:

a) Respecter et reconnaître le travail des défenseurs conformément à la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme et s'abstenir d'enfreindre leurs droits ou d'entraver leurs activités;

b) Associer et consulter les défenseurs des droits de l'homme lorsqu'ils procèdent à des évaluations de pays et élaborer en coopération avec eux des politiques nationales sur les droits de l'homme, y compris des mécanismes de surveillance et d'établissement des responsabilités pour les atteintes aux droits des défenseurs;

c) Se familiariser avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et avec les évaluations d'impact des activités commerciales sur les droits de l'homme.

134. Les défenseurs des droits de l'homme devraient:

a) Participer activement à un dialogue constructif avec l'État pour l'encourager à rendre l'environnement de travail des défenseurs plus sûr et plus favorable, notamment en lui soumettant des communications sur les incidences potentielles des projets législatifs;

b) Se familiariser avec la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme et la diffuser largement à l'échelon local;

c) Continuer à soutenir le travail des institutions nationales des droits de l'homme en coopérant avec elles et en plaidant pour leur renforcement;

d) Continuer à travailler en réseaux, notamment en renforçant les réseaux d'appui hors des capitales pour collaborer avec les défenseurs travaillant en zone rurale;

e) S'efforcer d'atteindre un degré élevé de professionnalisme et d'éthique dans l'exercice de leurs activités en faveur des droits de l'homme;

f) Continuer à tirer pleinement parti des mécanismes internationaux et régionaux existants dans le domaine des droits de l'homme, notamment l'ONU, ses mécanismes et représentants dans le domaine des droits de l'homme.
